

Orient soit à la veille d'une explosion comme on n'en a pas vue depuis 1956 », M. Pearson a déclaré :

Tout ce que je peux dire, c'est que j'espère que le rapport... selon lequel nous sommes à la veille d'une explosion beaucoup plus dangereuse que celle de 1956 dans ce domaine, se révélera très exagéré. La réaction d'Israël contre ce qu'elle considère comme de graves actes de provocation le long de sa frontière a, il est vrai, donné lieu à une situation dangereuse. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a discuté de la question et adopté une résolution critiquant la réaction d'Israël.

Il est vrai également qu'on a reçu un rapport sur un combat aérien qui a eu lieu ce matin. D'après les renseignements qu'on possède actuellement, et nous essayons évidemment d'en obtenir d'autres, un combat a eu lieu entre un petit nombre d'avions israéliens et de la République arabe unie vers le milieu de la zone entre les deux frontières. D'après les premiers rapports, deux avions de la RAU ont été abattus au cours du combat.

Comme vous le savez, les Nations Unies ont un contingent chargé de maintenir la paix dans cette région. Voilà qui me semble d'un certain réconfort. Nous comptons recevoir sous peu des précisions et, dès qu'elles nous seront parvenues, je m'empresserai de les communiquer à la Chambre.

Rhodésie — Appui des sanctions obligatoires sélectives

A une étape ultérieure des débats, le même jour, s'étant vu poser la question suivante : « en raison de la visite prochaine à Ottawa de sir Saville Garner, sous-secrétaire d'État aux relations du Commonwealth dans le Gouvernement britannique, le premier ministre pourrait-il nous dire s'il a eu des consultations avec notre représentant à Londres, président du comité des sanctions contre la Rhodésie, ou avec le Gouvernement britannique, au sujet de la réponse reçue du Gouvernement rhodésien », M. Pearson a affirmé :

Oui, nous nous sommes tenus constamment en consultation par l'intermédiaire de notre haut commissaire à Canada House, du haut commissaire de la Grande-Bretagne ici et du Gouvernement britannique au sujet de cette affaire. Le secrétaire d'État aux relations du Commonwealth a passé quelques jours chez le gouverneur à Salisbury. Il est revenu à Londres porteur de certaines recommandations du gouvernement *de facto* de Salisbury apparemment transmises par l'intermédiaire du gouverneur. Je crois comprendre que le sous-secrétaire d'État aux relations du Commonwealth, doit venir à Washington et à Ottawa. Je compte m'entretenir avec lui lors de son arrivée vendredi matin, car il nous communiquera probablement le point de vue du Gouvernement de la Grande-Bretagne au sujet des sanctions obligatoires sélectives qui pourront être présentées par le Gouvernement britannique aux Nations Unies au cas où les pourparlers avec le Gouvernement rhodésien de Salisbury seraient rompus de façon définitive. C'est tout ce que je peux dire pour le moment.